

## **La rentrée du patronat**

Les 26 et 27 août, l'organisation patronale Medef organisait son université d'été : les Rencontres des entrepreneurs de France. A cette occasion, 7 des principaux candidats à l'élection présidentielle (exceptés les candidats révolutionnaires) étaient reçus pour un débat au stade Roland-Garros. En guise de débat, une avalanche de courbettes, de mots doux et de regards séducteurs entre le grand patronat et ses aspirants serviteurs. Les candidats rivalisent de propositions censées satisfaire cette belle assemblée bourgeoise : remplacer « les milliers de pages du code du travail par une constitution de 50 pages » pour Attal ; « travailler plus longtemps » pour Philippe ; « supprimer les impôts de production » et faire entrer les jeunes plus tôt sur le marché du travail pour Le Pen ; « sortir des 35H » pour Retailleau... En bref, 50 nuances de capitalisme, et la guerre déclarée aux classes populaires avec, en fond, les patrons qui rient lorsqu'on parle d'augmentation des salaires

Si le discours d'un Mélenchon ou d'une Tondelier peut sembler trancher dans ce débat bien à droite, dans le fond ils ne cherchent qu'à convaincre le patronat qu'une autre politique économique est possible... et profitable ! Pourtant, après l'été infernal que nous venons de vivre, il est clair qu'il y a urgence à confisquer le pouvoir à cette classe de capitalistes qui mène la société à la catastrophe. Il ne s'agit pas d'accepter le moindre mal ou des aménagements à la marge, qui nous mènent dans le mur depuis des années ; il faut cramer le capitalisme avant que le monde ne brûle avec lui !

## **Face à toutes leurs attaques : n'attendons pas 2027 !**

Si certains attendent sagement 2027 le bulletin de vote à la main, l'heure est pourtant à la lutte, dès aujourd'hui. La bourgeoisie ne retient pas ses coups puisqu'en cette rentrée une série d'attaques menace les plus jeunes. Après avoir supprimé les APL pour les étudiants étrangers hors UE, le gouvernement a augmenté pendant

l'été les frais d'inscription à la fac pour ces mêmes étudiants. Ils doivent maintenant déboursier 3 000€ pour une inscription en licence, 4 000€ pour un master. 16 fois plus qu'un étudiant français. Le RN n'est pas encore au pouvoir, mais la préférence nationale est mise en place : alors pour combattre l'extrême droite, c'est dès maintenant et dans la rue que ça se passe !

Ces attaques racistes visent à nous diviser et ouvrent la voie à leur généralisation à l'ensemble des étudiants. Un rapport commandé par le gouvernement en juin dernier préconisait ainsi une refonte du mode de calcul des APL pour y intégrer le revenu des parents. Ce qui reviendrait en fait à priver plus de 200 000 étudiants de leurs APL. Si Lecornu a pour le moment démenti cette piste, son gouvernement cherche bien à faire des économies pour son budget 2027, au prétexte de réduire la dette. L'idée d'augmenter les frais d'inscription à la fac pour tous les étudiants à 900€ en licence et 1 500€ en master est également sur la table depuis plusieurs mois. La sélection avec Parcoursup et MonMaster est encore pire cette année, des centaines de milliers de jeunes issus des classes populaires se retrouvent sur le carreau. Bien évidemment les « efforts » vont peser sur les plus pauvres, les jeunes, les travailleurs, les retraités... Pas question de mettre à contribution les grands patrons ou de toucher au budget de l'armée.

Alors, refusons de subir ces attaques et organisons nous pour rendre les coups ! Le 15 septembre, les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation dans toutes les facs, et le 29 septembre, les organisations de jeunesse appellent à rejoindre la mobilisation de la fonction publique pour combattre ces politiques d'austérité : c'est la convergence et un mouvement de grève massif qu'il faut construire ! L'occasion de prendre notre sort en main, sans attendre le prochain scrutin. **Pour préparer les luttes à venir ou pour discuter de la révolution et du communisme, prends contact avec les militants du NPA-Révolutionnaires !**

